L'ABEILLE.

PAR BULLITT, BULLEN & MAGNE.
No. 82, RUE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 1er AVRIL 1839.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS,
HENRY CLAY,
DU KENTUCKY,

Soumis à la décision d'une Convention Nationale

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer à demain plusieurs articles éditoriaux et à supprimer quelques communications intéressantes.

C'est ce soir que doit avoir lieu à la Salle St. Louis le concert donné par Mme. Guiraud. Nous ne dirons rien du talent de cette dame, la réputation qu'elle s'acquise, comme pianiste, pendant un long séjour dans notre ville, paie plus haut que les éloges que nous pourrions lui donner.

MM. Miaulan, Cioffi, Santini et Rivoli tous artistes connus, ont bien voulu se joindre à Mme. Guiraud, et contribuer de leurs talens à rendre cette soirée plus attrayante.

NOUVELLES D'EUROPE.

Par les navires North-America, Pocahontas et Duchesse d'Orléans, arrivés à New-York et à Philadelphie, on a reçu des nouvelles de Liverpool jusqu'au 11 Février, et du Havre jusqu'au 12. Nous empruntons les nouvelles suivantes des journaux du Nord.

ANGLETERRE.

Londres, 7 *février*.

A cette date, les affaires du Canada occupaient exclusivement le parlement. Le duc de Wellington s'y exprima aussi en répondant à la partie du discours de la reine, ayant trait aux différents troubles de cette province et principalement aux invasions des sujets américains de la frontière.

Milords, Parmi ceux de la dernière partie du discours, que j'ai écoutés avec la plus grande attention : je suis heureux d'y trouver ce que généralement l'on croyait nécessaire dans de telles circonstances, c'est à dire une déclaration de la part de sa Majesté constatant la ferme détermination dans la quelle est, de maintenir sa souveraineté dans les provinces du nord de l'Amérique. Je pourrais souhaiter, Milords, que cette déclaration eut été accompagnée de mesures propres à faire exécuter les intentions de sa majesté à cet égard.

"C'est une insurrection peu importante, il est vrai, et qui n'a eu lieu que dans une seule partie du Canada; mais elle a été accompagnée d'une invasion et d'une attaque des propriétés et des sujets de sa majesté effectuées par des habitans des Etats-Unis; et sein, par la seule raison que nos citoyens obéissaient à sa majesté et étaient connus pour lui être dévoués. (Applaudissements.)

A coup sûr, Milords, je pourrais désirer que des mesures fussent adoptées, pour assurer l'élection de l'intention qu'a manifestée sa majesté de maintenir sa souveraineté dans ces provinces. (mouvements.) Milords, le système de guerre de ces temps-ci est celui de frontière est le théâtre, est inconnu dans le monde civilisé. Elle n'a d'exemples dans l'histoire que parmi les nations barbares; toutes ces guerres sont celles du barbarisme contre la civilisation; jamais il n'en exista de semblables entre deux nations civilisées, si ce n'est dans le cas qui vous est soumis.

"J'ai lieu d'espérer que la chambre des Lords et le Parlement réfléchiront davantage sur ce sujet important, et appleront sur lui l'attention du gouvernement; car dans mon opinion, il me paraît d'une urgente nécessité que quelques mesures soient adoptées, pour amener le gouvernement des Etats-Unis à agir de manière à réprimer de tels abus.

Réfléchissons mûrement aux conséquences de cette invasion; car il me semble que si le gouvernement ne s'y oppose pas sur le champ, nous trouverons bientôt notre province du Haut Canada, traitée comme l'a été celle du Texas. (mouvements.) Ceci est un point sur lequel j'appelle particulièrement l'attention du gouvernement de Sa Majesté.

"Je désirerais que la Chambre des Lords et le parlement, considérassent cette guerre comme une guerre nationale que ces deux chambres se soutiennent qu'elle embrasse les plus hauts intérêts nationaux, enfin que nous devons prendre nos fois d'efficaces mesures, si nous voulons la mener à une bonne fin. (Ecoutez! Ecoutez!)

"Je ne rétroque nullement en doute les bonnes intentions du président des Etats-Unis à ce sujet; cependant le ne puis qu'être affligé de voir des sujets Américains venir armés sur notre territoire, usurpé de canons pris aux Etats-Unis, et commettre des actes d'hostilité. (Ecoutez! Ecoutez!) Je ne puis qu'être affligé, que j'éprouve un profond regret et une véritable surprise, de voir que désujets américains en rahissent notre territoire, et que l'on viennes me dire après, que le gouvernement des Etats-Unis ne dans l'impossibilité de remettre dans le devoir. (mouvements d'étonnement)

Il me semble que l'on ne peut mettre en doute, que les gouvernements de tous les pays peuvent en tout temps prévenir les réunions de bandes armées qui se forment sur leur territoire, et les empêcher d'envahir les états voisins. Milords, je ne crois pas que le gouvernement des Etats-Unis considérant d'un œil calme ce qui se passe autour de lui, et s'inquiétant fort peu de l'invasion des provinces anglaises, par ses propres citoyens.

Le duc de Wellington a parlé dans cette occasion comme un soldat et pas d'avantage; il nobile duc voudrait sans doute trouver un second Waterloo au Canada; il sent que ses lauriers se sèchent et tombent et voudrait en cueillir de nouveaux. Mais ce qui nous étonne le plus dans les discours qui ont été prononcés au sujets des affaires du Canada c'est que tous les orateurs semblent s'être mis d'accord pour fermer les yeux sur un fait qui est pourtant bien vrai et qui est aussi connu que le soleil, c'est l'opiniosité du duc de Wellington; c'est par cette opiniosité que les Etats-Unis s'étaient que des réfugiés du Canada, ils ont soutenu les expéditions qui ont eu lieu ont été faites par eux.

D'ailleurs le noble Duc est de l'opposition, mais voici ce que lui répond Lord Melbourne.

"Je ne sais cependant pas quelles vigoureuses mesures vous pourriez adopter à l'égard de cette province; mais en ce qui concerne le Gouvernement des Etats-Unis, je suis d'avis avec le noble Duc que tous les moyens possibles doivent être pris pour parvenir à l'accomplissement des devoirs de tout gouvernement, qui consistent, ainsi que l'a dit le noble Duc, à retenir ses sujets dans ses propres limites et à empêcher des bandes armées de ses citoyens d'envahir les Etats voisins.

"Nous n'avons aucun motif, je pense, de douter de la bonne foi du gouvernement des Etats-Unis et des intentions qu'il a de se conformer sur chacun qui sont dès à ces voisins; mais en considérant la nature du pays, la vaste étendue de la frontière, et le caractère du gouvernement, on est convaincu que l'exécution des devoirs que je viens d'énumérer doit être entourée des obstacles réellement graves."

Lord Brougham a pris la parole après Lord Melbourne, et a répandu à un passage du discours du duc de Wellington dans lequel celui-ci dit que si un tel système de guerre continuait à avoir lieu, le gouvernement Anglais du Canada ne pourrait pas empêcher les habitans du Canada d'agir de représailles envers ceux des Etats-Unis.

Lord Brougham compare alors les devoirs du gouvernement des Etats-Unis et celles du Canada, et refute les assertions du duc de Wellington par des raisonnemens pleins de force et de justesse.

Lord John Russell prit ensuite la parole et déclara qu'il fallait que la souveraineté de l'Angleterre fut maintenue à tout hasard dans le nord de l'Amérique; que, quelque fussent les dépenses qu'il en résultât, les ministres étaient décidés à y consentir. Il ajouta que le gouvernement de Sa Majesté n'avait aucun reproche à adresser au gouvernement des Etats-Unis, qui avait fait tout ce qui était en son pouvoir, pour empêcher les délits qui ont été commis par des citoyens américains de la frontière.

Le ministère paraissait décidé à déployer toute énergie relative à la nouvelle loi des céréales, durant la présente session du parlement.

Le comte Gray, en trouvant mardi dernier, dans une des salles de Howick Hall, reçut sur sa tête de lord un énorme tableau qui s'était détaché du plancher. Le comte a été terrible, le noble comte n'est point encore hors de danger.

Le parlement anglais a été ouvert, le 5 février, par la Reine Victoria. Dans son discours, elle nous prédisera dans un prochain numéro. Il ne dit mot de la loi des céréales, mais elle donne un exposé fidèle et complet de l'état des affaires, tant au dedans qu'au dehors. Sa volonté de maintenir les 24 articles d'y manifeste avec une force que personne ne pourrait méconnaître.

Mr. McNeil n'ayant pu réussir à réunir à l'amiable les différentes questions en discussion entre les gouvernemens d'Angleterre et de Perse, doit mettre toute pour Constantinople. Il paraissait qu'il probable, d'après l'animosité du Schah contre les Anglais depuis son retour d'Hérat, qu'il fit les concessions que demandait l'ambassadeur anglais pour retourner à son poste, qu'une rupture entre les deux pays était regardée des deux côtés comme inévitable. La plupart des négocians anglais établis en Perse considéraient l'aspect des affaires comme tellement menaçant, qu'ils faisaient leurs préparatifs de départ pour la Turquie. Le Schah a prohibé de ses états la vente des produits des manufactures anglaises.

FRANCE.

La coalition et la dissolution de la chambre feraient encore le 6, le sujet des commentaires des journaux du matin.

ITALIE.

Des lettres de Naples, publiées par le Soleil de Marseille, disent que le gouvernement Napolitain a tout récemment autorisé l'exportation à la Grande Bretagne de 50,000 tonneaux de blé, ce qui fait environ 37,000 charges.

DEUX JOURS PLUS TARD DE LIVERPOOL.

Le capitaine Tardy, commandant le trois-mâts Pocahontas, nous transmet les avis suivants, que nous n'avons pas eu plutôt parcourus qu'ils avaient été égarés à bord; ils n'ont été retrouvés que ce matin. Leurs dates sont récentes, étant extraites des journaux de Liverpool du 11 février, (jour du départ) et du Times, de Londres, du dimanche 10 février. Nous n'y découvrons rien d'intéressant en nouvelles politiques, et n'en extrayons en conséquence, que les avis commerciaux, qui se trouvent dans notre numéro.

Depuis l'arrivée du *Liverpool*, le 25 février, nous n'avons aucune nouvelles d'Europe. Cette absence nous a paru assez longue, qu'aux dernières nouvelles, la politique européenne était menacée d'une culmination dont la crise, comme à toutes les époques de l'histoire moderne, c'est à la France qu'échoit le périlleux honneur. En vain nombre du haut rang auquel elle avait été montée; ce qu'il se présente des questions d'une haute importance. N'est-ce pas d'elle que l'on attend le signal de la guerre?

On ne rappelle sans doute les derniers faits que nous avons rapportés. Les négociations de Londres, après de longues hésitations, étaient enfin terminées d'accord sur la question hollando-belge. En effet, il était convenu que la Belgique, le morcellement serait fait définitivement entre le Luxembourg et une partie du Limbourg, devrait appartenir à la Hollande. Ces démarches avait été communiquées par courrier de la Haie et de Bruxelles, avec menaces claires de manière s'ils ne se soumettent pas de bon gré à la volonté unanime des cinq puissances.

C'est le 2 mars que les ratifications devaient être échangées à Londres, quoiqu'il en soit, le *Grand Nationale*, qui, dans son numéro étrangement tronqué à l'opposition au nouvelle chambre, plus puissante que la précédente, en retardant en chute un bien autre plus violente.

En attendant, tout reste en suspens; le gouvernement français lui-même n'a pas encore complété sa formation. Il paraît que l'on a fait quelques démarches diplomatiques en faveur d'armements n'en continuent pas moins d'avoir lieu. Si, et si la Hollande et la Belgique ne soient pas activement armées, on retardant en chute un bien autre plus violente